

Suisse

## «Je soutiens l'adhésion de la Suisse à l'UE»

La quatrième candidate socialiste, Jacqueline Fehr, s'est lancée hier dans la course au Conseil fédéral. La conseillère nationale zurichoise a tardé avant de se décider. Elle aimerait offrir au gouvernement son sens des alliances

Anne Fournier, Zurich

«Désormais, je suis prête.» A 47 ans, Jacqueline Fehr se lance dans la course au Conseil fédéral. Mère de deux enfants, la Zurichoise est très active dans les dossiers des assurances sociales et se dit «indépendante». Avec pour l'heure quatre candidates, le groupe socialiste choisira son ticket le 3 septembre.

Le Temps: Pourquoi avoir tardé avant de vous lancer? Des doutes?

Jacqueline Fehr: Cette décision importante peut bouleverser ma vie. Il est légitime de prendre du temps pour réfléchir. Lorsque la question s'est posée de manière concrète, j'ai cessé de lire les médias, je me suis isolée pour avoir une discussion avec moi-même. Désormais, je suis prête.

– Quelle est votre motivation après douze ans de parlement et sans expérience d'exécutif?

– La possibilité d'une action politique, d'un espace d'initiative me fascine. J'aime confronter mes opinions à celles des autres pour aboutir à une stratégie. Là, mon bagage parlementaire est un atout majeur. De plus, je dirige plusieurs organisations où il faut savoir convaincre. J'ai montré que je sais motiver les gens autour d'un projet. Ces compétences sont exigées au Conseil fédéral.

– Fin 2009, vous critiquiez l'«attitude défensive» de l'exécutif. Comment doit s'exprimer le pouvoir?

– Il est difficile de juger de l'extérieur. Mais aujourd'hui je sens la volonté de renforcer l'esprit d'équipe. Il faut une culture de la discussion à l'interne, surtout pour des questions complexes. J'ai parfois l'impression que le Conseil fédéral ne prend pas assez de temps. Une fois sa position prise, il faut un porte-parole fort, le ou la président(e), qui explique aux citoyens la démarche. La communication politique est une tâche importante. Cela dit, en Suisse alémanique, la culture politique a souffert ces derniers temps. Les Romands donnent davantage l'exemple: au parlement, des liens existent entre membres de tous les partis. Les thèmes institutionnels ou les réformes sont pris au sérieux.

– Imaginez-vous une présidence de la Confédération plus forte?

– Comme réforme, j'aimerais la création d'un Département de la formation car c'est une

valeur centrale. Pour la présidence, j'imagine difficilement un mandat de quatre ans – ce n'est pas compatible avec le système de concordance – mais pourquoi pas deux ans. Cette personne devrait surtout être apte à communiquer un consensus, à l'expliquer. C'est une garantie de confiance.

– Vous sentez-vous plus proche de Hildegard Fässler ou de Simonetta Sommaruga?

– Je me sens au centre du parti. Si l'on nous compare, avec un peu de distance, seules des microdifférences nous séparent. J'ai montré que je savais faire des ponts, créer des alliances. C'est ma compétence clé.

– Certains socialistes ne vous jugent pas assez à gauche, notamment quand vous parlez de sécurité ou défendez les médecins.

– Il est difficile de me mettre dans un tiroir. J'ai déjà hérité de plusieurs qualificatifs: libérale, syndicaliste. Je préfère celui d'indépendante. Je réfléchis pour moi et ensuite il me revient de convaincre le parti. Dans les années 90, la politique familiale n'était pas un thème pour les socialistes. On préférait y voir une préoccupation bourgeoise. Or il y avait là des problèmes sociaux essentiels.

– Après l'assurance maternité, que voyez-vous comme motif de débat pour les femmes? La Suisse n'a-t-elle pas pris trop de retard?

– Je partage les buts du mouvement féministe mais je ne veux pas enseigner aux gens une manière de vivre. Je veux offrir à chacun la possibilité de faire comme il l'entend. J'ai eu de la chance d'être là au bon moment pour encourager les démarches avec l'assurance maternité. Le sujet était mûr, les partenaires faciles à trouver. Aujourd'hui, la Suisse a progressé: les horaires scolaires, les crèches, etc. Nous approchons de ce point où le développement se fera plus facilement qu'il y a dix ou vingt ans. Des progrès doivent être faits mais la conscience est là.

– L'idée d'avoir cinq femmes à l'exécutif fait-elle partie de cette prise de conscience?

– Nous avons eu longtemps une nette majorité d'hommes alors pourquoi ne pas envisager l'inverse? La capacité de représentation ne repose pas essentiellement sur les genres. Il est plus vital qu'un Conseil fédéral offre un miroir à diverses façons de vivre, à diverses aspirations ou craintes.

– Que dites-vous de la politique bilatérale à l'égard de l'Europe?

– Je redoute un même scénario que celui vécu avec le secret bancaire. Nous n'avons pas été prêts au bon moment pour avoir une attitude offensive. Je ne suis pas prête à ignorer que la voie bilatérale a des limites et qu'il faut discuter le futur de nos relations avec l'UE. Si nous ne tardons pas trop, nous disposerons d'une plus grande marge de manœuvre. Je soutiens l'adhésion mais avec des mesures d'accompagnement. Et je pense que l'adhésion

pourrait consolider notre cohésion.

– La Suisse a besoin de visions, disiez-vous il y a peu. Lesquelles?

– Nous pourrions faire beaucoup mieux avec les atouts dont nous disposons, notamment en matière de technologie, de formation. Il nous manque parfois des ambitions. Il faudrait davantage nous interroger sur nos besoins en matière d'infrastructure, de mobilité. Savoir quelle société nous voulons dans vingt ans et pas seulement avancer à petits pas. Il faut stimuler les gens. Quand j'entends les Suédois parler de leur système d'éducation, je les vois fier. Souvent, la Suisse se sent pressée de l'extérieur alors qu'elle est admirée par tous. Elle doit saisir cette chance.